



ACTION PUBLIQUE 2022 **DES RÉFORMES IMPOSÉES**

Avec Action publique 2022, le ministre de l'action et des comptes publics s'inscrit dans une longue histoire de réformes imposées et mal menées : révision générale des politiques publiques (RGPP), réforme de l'administration territoriale de l'Etat (Réate), modernisation de l'action publique (MAP)...

La CFDT a demandé l'ouverture d'une consultation dès la publication du rapport du Comité Action Publique 2022. Elle l'a obtenu.

Mais le Ministre refuse le dialogue avec les organisations syndicales sur le sens de l'action publique, les moyens du service public, les conditions de travail. En posant le préalable budgétaire, le gouvernement montre en réalité sa faible capacité à moderniser notre administration.

La CFDT Finances a pourtant des propositions concrètes pour les agents !

La CFDT Finances veut parler du travail et des difficultés rencontrées par les agents dans l'exercice de leurs missions. Elle souhaite leur intervention dans les prises de décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement du collectif de travail, aux outils, au rythme et à la charge de travail.

La CFDT Finances veut une mobilité choisie pour les agents. Elle ne veut pas d'une mobilité imposée par les restructurations et les regroupements de services.

La CFDT Finances veut aussi des garanties pour les agents. Elle revendique qu'aucun d'entre eux ne restent sur le carreau, suite à une restructuration ou une réorganisation de service.

Cela s'est ainsi traduit par l'accord d'accompagnement social signé par la CFDT Douane en 2015.

Celui-ci permet notamment une garantie géographique de transfert en surnombre des douaniers dans une autre administration de Bercy.

La CFDT Finances ne veut pas d'un passage en force.

Elle ne se satisfait pas de la situation actuelle. Le ministre de l'action et des comptes publics doit prendre en compte l'inquiétude des personnels.

Il doit y répondre par un dialogue social loyal et responsable.

Un dialogue social qui ne soit pas limité à un mois alors que les réformes doivent se décliner normalement jusqu'en 2022.

RESPECTER LE DIALOGUE SOCIAL, C'EST RESPECTER LES AGENTS ET LEURS REPRÉSENTANTS SYNDICAUX !





DOUANE

MISSION PROTECTION MÉCONNAISSANCE TOTALE

La douane a subi 15 ans de politiques absurdes visant à réduire ses effectifs, sans réelle analyse des conséquences sur l'organisation des services et les missions.

Malheureusement, il a fallu attendre la vague d'attentats terroristes pour que l'administration change son fusil d'épaule et réaffecte des emplois dans la branche surveillance au cœur de la mission Protection.

Et malheureusement, ces derniers ne viennent en aucun cas reboucher les trous de la passoire qu'est devenu le réseau des brigades des douanes sur le territoire national...

LE MAILLAGE DOUANIER CONTINUE À SE DISLOQUER

La logique aurait voulu que les créations d'emplois permettent a minima de mettre fin aux fermetures de brigades initiées par le PSD et, au mieux, de réinvestir les points frontières abandonnés.

Il n'en est rien. La logique administrative reste et restera la même, concentrer les forces dans des grandes ou très grandes unités pour faire des économies d'échelle (locaux, véhicules...), et ce au détriment de la couverture de terrain. Les conséquences ?

- Des frontières abandonnées : Hirson, Annemasse, Sarreguemines,
- Des centres urbains ou à fortes densités de population délaissés : Lille, Arles, Colmar,...
- Des grands axes ouverts à la fraude : Abbeville, Évreux, Chalon sur Saône, Agen,
- Des zones aéroportuaires abandonnées : Lille/Lesquin, Beauvais,...

LES CONSÉQUENCES SUR LES CONTRÔLES DES FLUX DE MARCHANDISES ET DE PERSONNES SONT FACILES À DEVINER ET FONT FROID DANS LE DOS. DES BRÈCHES APPARAISSENT DANS :

- Les contrôles de flux d'argent sale,
- Les contrôles des trafics d'armes de guerre,
- La lutte contre les trafics de stupéfiants ou de contrefaçons,
- Le contrôle des personnes aux frontières,
- Le dispositif maritime et aérien.

UNE DOUANE SANS LES MOYENS DE SES AMBITIONS

Les munitions, les gilets pare-balles et leur housses de rechange manquent pour les entraînements. Le parc automobile est vieillissant. Les gilets tactiques ne pourront pas être commandés au carnet à point. Trop cher !

Le meilleur est à venir : pas de tenue d'uniforme pour les stagiaires ! Les exercices de mises en situation reposent sur les bonnes volontés des formateurs qui se démènent localement pour les organiser avec les moyens du bord.

Que dire de toutes ces situations, qui friserait le comique si nous étions d'humeur à rire ? débauche de moyens (carburants, effectifs, temps de trajets) pour aller tenir des Point de passage autorisé bien éloignés ou des point de passage frontalier secondaires, en des lieux que la douane a abandonné en supprimant brigade sur brigade.

Les gains d'échelle attendus ne sont donc pas au rendez-vous et les ambitions affichées par la Douane souffrent d'un manque de moyens financiers pour se réaliser totalement.

SE RECENTRER SUR LE CŒUR DE MÉTIER, CAR C'EST BIEN LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE QUI DOIT ÊTRE NOTRE MOTEUR. IL NE FAUT PAS L'OUBLIER.

IL CONVIENT MAINTENANT DE CHANGER DE CAP !

